

## ECONOMIE

# DEFICIT: BRUXELLES FAIT PACTE D'AUTORITE

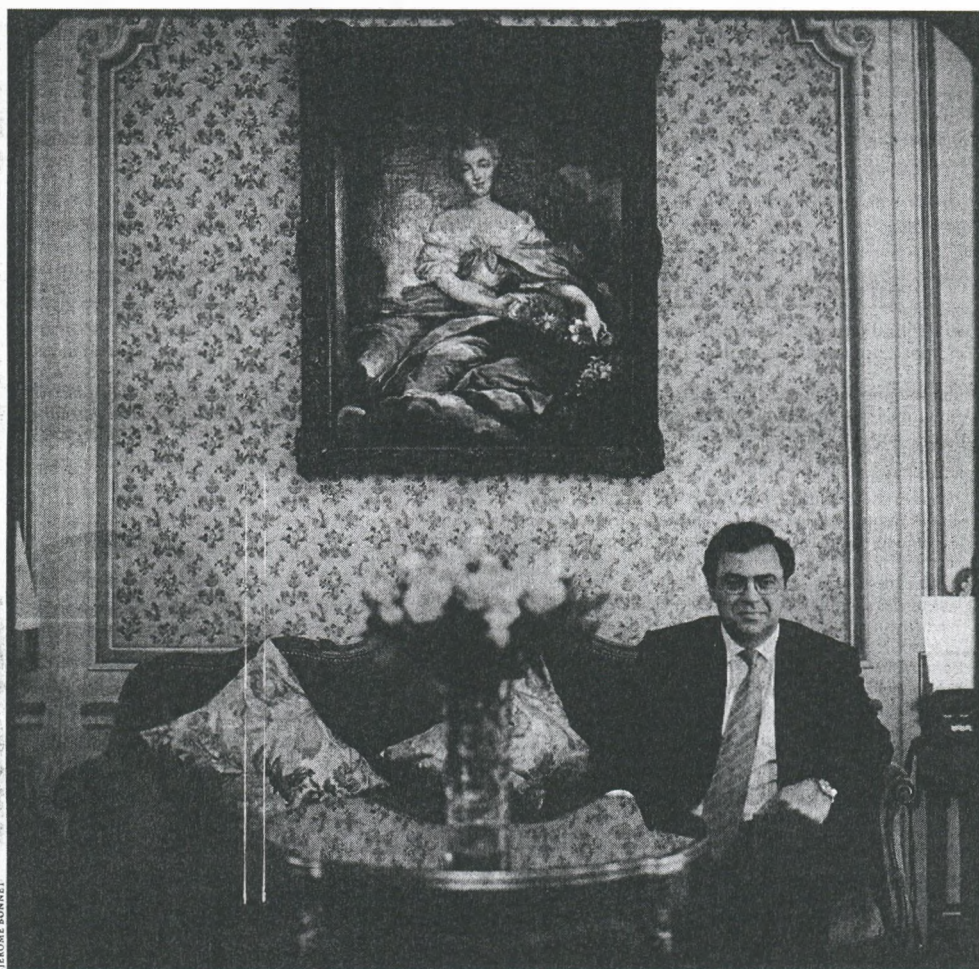
Paris sommé de réduire ses dépenses dès cette année.

**A** ma droite, le bon élève, l'Allemagne, à ma gauche, le mauvais, la France. A la première, la Commission ne demandera pas d'efforts supplémentaires pour revenir sous la barre des 3 % de déficits publics, alors qu'elle se prépare à faire passer Paris en demeure de réduire ses dépenses dès 2003. Vendredi, *les Echos* et *la Tribune* ont révélé la teneur de la recommandation que Bruxelles se prépare à adopter, mercredi, à l'égard de Paris, et qui devrait être actée par le conseil Ecofin le 3 juin.

Pas question d'attendre 2004, comme la France l'escomptait, pour prendre des mesures d'austérité budgétaires: il faut dès cette année commencer à faire des efforts. Paris devra les présenter aux quinze membres de l'Union début octobre. Bruxelles exige des mesures concrètes à hauteur de 0,5 % du PIB. Soit 7,5 milliards d'euros, alors que pour le moment Paris n'a annulé que 1,8 milliard d'euros dans le budget de l'Etat. Au moment où Pedro Solbes, commissaire en charge des Affaires économiques, préparait son texte, il ignorait que Bercy avait décidé de geler près de 10 milliards d'euros de «crédits de report» (*Libération* du 2 mai). Mais qu'importe, fait-on valoir à Bruxelles: ce qui compte ce n'est pas de geler mais d'annuler définitivement. Encore, la Commission évite le geste le plus humiliant: la recommandation sera «générale» et laissera le choix des leviers à Paris.

**Agacement.** Pour l'Allemagne, la Commission est, en revanche, tout sourire: «Pour le moment, nous sommes satisfaits des efforts faits par l'Allemagne», déclarait, mercredi, le porte-parole de Pedro Solbes. La situation allemande n'est pourtant pas des meilleures. Avec une prévision de croissance de seulement 0,75 % en 2003, elle n'a plus aucune chance de respecter cette année le critère des 3 %.

Cette inégalité de traitement agace les responsables français: «Quand donc Bruxelles fera-t-il de la politique et de l'économie? Les deux principaux pays ont des déficits au-dessus des 3 %. Comment gérer cela au-delà du simple carton jaune aux ●●●



Président du conseil Ecofin jusqu'en juin, Nicos Christodoulakis juge que l'élargissement de l'UE sera facteur de croissance.

**Nicos Christodoulakis, ministre grec de l'Economie:**

«Le plus dur est derrière nous»

**M**inistre grec de l'Economie et des Finances, Nicos Christodoulakis préside jusqu'en juin le conseil Ecofin. «La dernière fois que j'ai donné une interview à *Libération*, s'amuse-t-il, c'était lors de la chute de la dictature. Jamais je n'aurais imaginé alors que je retrouverais *Libération* dans de telles conditions.»

**Comment percevez-vous la situation économique de l'Union?**  
Le pire est derrière nous. Je crois que cette année la situation économique va s'améliorer: les incertitudes géopolitiques vont être levées avec la fin de la guerre en Irak. Et cela même s'il reste encore, il est vrai, l'enjeu énorme de la reconstruction économique et institutionnelle de l'Irak. Les marchés financiers vont pouvoir retrouver de la visibilité. Quant au risque ja-

ponais, il s'estompe, ce pays étant – malgré tout ce qu'on dit – dans une phase de réformes structurelles profondes. La crise argentine n'a pas eu l'effet de contagion que nous avons tous redouté. Enfin, l'UE se rend de plus en plus compte qu'elle doit promouvoir les réformes structurelles en libéralisant ses marchés. Ainsi partout en Europe les marchés du travail s'assouplissent. Ces réformes permettront une meilleure croissance. De plus, l'élargissement de 15 à 25 pays est un facteur de croissance qui va profiter aux quinze, et pas seulement aux dix pays entrant. **C'est une vision bien optimiste, au moment où l'Allemagne frôle la récession...**

L'Allemagne est arrivée au bout d'un cycle. Elle s'est engagée dans des réformes structurelles, notamment

de son marché du travail, qui vont augmenter son potentiel de croissance...

**Si tant est que ces réformes produisent des effets positifs, il faudra pour cela attendre des années. Ne risque-t-on, d'ici là, de voir s'accumuler les déficits et croître le chômage?**

Je ne le crois pas. Ces réformes apporteront des changements visibles rapidement. Dès aujourd'hui, les entreprises peuvent s'appuyer sur ces réformes pour se décider à investir. Le vrai problème de l'Europe, c'est le manque d'investissement privé.

**Mais, au-delà, pourquoi les Quinze (ou les vingt-cinq) ne lanceraient-ils pas des grands travaux d'infrastructures qui bénéficieraient à tous, comme le préconisait Jacques Delors en 1993?**

Delors avait une bonne vision stratégique de l'intégration européenne. Effectivement, il ne suffit pas de travailler à l'intégration des marchés financiers, il faut aussi promouvoir une intégration physique. Tous les pays européens ont besoin d'améliorer leurs infrastructures de transport pour accroître les échanges de marchandises et les déplacements de personnes. C'est une condition pour réussir l'élargissement.

**La France est sommée de se conformer au pacte de stabilité. Vous arrivez à la fin de votre présidence, ne pensez-vous pas que cette règle devrait être changée?**

Je ne mets pas en cause ce cadre. Je n'en reste pas moins un homme politique. Ce n'est pas le pacte qui est responsable du manque de croissance, mais le retard dans les réformes, le manque de coopération économique entre les

pays membres... Plutôt que de rediscuter les termes de ce pacte, nous devrions nous concentrer sur les moyens de soutenir la croissance et l'emploi. Il y a un grand écart entre ce que nous avons réalisé et les objectifs fixés à Lisbonne en 1999 (qui ouvraient la perspective du plein-emploi à l'horizon 2010, ndlr).

**Les dissensions entre Européens sur l'Irak auront-elles une incidence sur l'intégration économique?**  
Je ne le crois pas. Mais, maintenant, l'Europe doit formuler sa propre stratégie, en coopération et non en dépendance avec les Etats-Unis. L'Union devrait être coleader avec l'Amérique. Car un monde unipolaire est un monde multirisque ●

Recueilli par VITTORIO DE FILIPPIS et HERVÉ NATHAN